

*L'Adresse*

Mais certaines vérités fondamentales n'ont guère changé depuis l'avènement de la Confédération, ni même depuis l'époque coloniale. Depuis toujours, la prospérité de notre peuple repose sur le commerce.

[Traduction]

Le commerce extérieur a bâti notre pays, qu'il s'agisse des exportations de poisson ou de fourrure, de bois ou de blé, d'automobiles ou de services d'ingénierie et de télécommunications. Le commerce nous a permis de pourvoir à nos besoins fondamentaux depuis plus de trois siècles. Le commerce a contribué à forger le niveau de vie élevé et le filet de sécurité enviable dont nous jouissons aujourd'hui.

Le commerce avec le reste du monde doit être le fondement de notre prospérité pour les générations à venir. Et la suppression des obstacles au commerce interprovincial à l'intérieur du pays doit être une des mesures à prendre afin d'instaurer une nouvelle unité. Nous allons collaborer avec les provinces pour y parvenir d'ici 1995. Il ne s'agit pas d'un objectif trop ambitieux, si l'on songe aux efforts déployés dans la Communauté européenne pour atteindre le même objectif d'ici 1992, un objectif auquel les membres de cette communauté travaillent depuis maintenant quelques années, mais un objectif qui est accepté par douze pays où se parlent dix langues différentes. Nous au Canada, un pays où se parlent deux langues et qui est composé de dix provinces qui devraient collaborer de façon plus dynamique et plus efficace, nous pouvons sûrement y arriver d'ici 1995.

Aujourd'hui, le monde entier fait du commerce. La concurrence est féroce. Nous n'avons pas fait le monde ainsi et nous ne pouvons pas le changer en souhaitant qu'il en soit autrement. Si nous ne réussissons pas à commercer, nous ne réussirons pas à livrer concurrence, et être incapable de soutenir la concurrence, c'est échouer à commercer. Il s'agit d'un cercle impossible à briser. Il s'agit d'une réalité que nous ne pouvons pas ignorer. Mais l'environnement dans lequel nous commerçons a changé aussi radicalement que le monde l'a fait depuis l'époque de Cartier et de Cabot, ou celle de Borden et de King.

Nous ne pouvons plus compter sur l'abondance de nos ressources naturelles pour maintenir notre niveau de vie, ni sur le dynamisme de notre industrie automobile. Ce furent de grands points forts pour notre pays. Ils ont été à la source de notre prospérité et ont bâti notre commerce. Ils resteront des éléments importants de nos échanges commerciaux. Mais nous faisons maintenant face à de nouveaux défis. Nous devons nous dépasser pour fournir les produits et les services de grande qualité et à forte valeur ajoutée qui soutiendront une amélioration continue de notre niveau de vie et de notre qualité de vie.

Nous ne pouvons ni ne devrions tenter de livrer concurrence pour des produits qui sont fabriqués dans des pays où les salaires sont bas et où le niveau d'instruction, de formation et de technologie est bien inférieur au nôtre. Ce n'est pas notre créneau sur le marché. Cela ne pourrait pas soutenir notre niveau de vie actuel.

[Français]

Les défis de l'économie mondiale sont imposants. Les Canadiens le savent. La récession nous a notamment permis de le constater.

Il est devenu plus difficile de joindre les deux bouts, de s'acheter une maison, de réaliser des projets pour soi ou pour sa famille.

L'économie canadienne a subi le même sort. Notre productivité ne s'est guère accrue depuis les dix dernières années. Nous avons été surpassés par nos principaux concurrents.

Nous avons revendiqué des augmentations de salaire pour satisfaire à nos besoins, mais, en tant que pays, cette exigence n'est pas justifiée.

[Traduction]

Ce gouvernement a reconnu ces développements lorsqu'il a pris le pouvoir en 1984.

Nous avons adopté l'orientation suivante: aider l'économie canadienne à faire face aux exigences du marché global. Mon premier exposé économique à titre de ministre des Finances renfermait un programme de renouveau économique dans lequel étaient énoncées les grandes lignes que nous suivons depuis.

Nous avons adopté de nouvelles politiques pour favoriser les investissements, modifier le régime fiscal et alléger le fardeau que le gouvernement fait peser sur l'économie. Beaucoup de progrès ont été accomplis. Nous avons assoupli la réglementation qui gênait les entreprises dans leurs efforts de croissance économique. Nous avons privatisé plus de 20 sociétés d'État qui ne jouent plus un rôle public. Nous avons supprimé les taxes sur les produits manufacturés qui nuisaient à notre capacité de vendre ces produits à l'étranger. Nous devons maintenant aller plus loin. Nous devons devenir encore plus compétitif en tant que nation.

Certains pensent qu'une plus grande compétitivité est synonyme d'emplois perdus et de salaires moins élevés. En fait, c'est l'inverse qui est vrai. Une plus grande compétitivité se traduit par un plus grand nombre d'emplois et des revenus plus élevés. Le fait d'être compétitif entraîne la création d'emplois plus spécialisés et d'investissements plus importants dans le secteur de la technologie, ce qui contribue à fournir de meilleurs outils de travail.